

Questions financières et budgétaires : Rapport de la réunion du Sous-groupe sur les finances du 20 janvier 2025

Le présent rapport contient les recommandations formulées durant la réunion du Sous-groupe sur les finances du 20 janvier 2025 soumises pour examen au Comité permanent.

Le Président ouvre la séance et demande au sous-groupe de se référer aux mesures requises dans les documents sur les questions financières et budgétaires dans l'ordre suivant :

- 1) État des contributions annuelles (document SC64 Doc 9.2 Rev.1) ;
- 2) Rapport sur les questions financières pour 2024 et 2025 (document SC64 Doc 9.1) ;
- 3) Incidences financières possibles des projets de résolutions (document SC64 Doc 9.4 Rev.1) ;
- 4) Scénarios budgétaires pour 2026-2028 et projet de résolution sur les questions financières et budgétaires (document SC64 Doc 9.3 Rev.1 et document d'information SC64 Inf.1) ; et
- 5) Allocation des fonds excédentaires (poursuite des discussions engagées lors de de la réunion intersessions en décembre 2024).

Le Secrétariat donne des précisions sur les termes suivants employés dans les documents :

- *Réserves* :
Le fonds de réserve du budget administratif correspond au cumul des excédents provenant d'opérations relevant du budget administratif qui ont été conservés pour faire face à des dépenses imprévues et inévitables. La Résolution XI.2 de la COP11 prévoit que le fonds de réserve ne doit pas être inférieur à 6 % ni supérieur à 15 % du budget administratif annuel de la Convention. Cette décision est réaffirmée dans le projet de résolution sur les questions financières et budgétaires qui figure dans le document SC64 Doc.9.3 Rev.1 au paragraphe 19.
- *Report* :
On entend par « report » les fonds du budget annuel qui n'ont pas été utilisés pendant l'année en cours et qui font l'objet d'un report sur l'année suivante en vue d'une utilisation dans le cadre de projets en cours d'exécution. Les fonds non utilisés après l'achèvement des activités prennent la forme de fonds excédentaires qui seront affectés ultérieurement. Le Comité permanent, au titre de la Décision SC57-50, a décidé que les soldes non engagés/non dépensés sous les différents postes budgétaires pouvaient être reportés à l'année suivante de la période triennale et présentés à la réunion suivante du Sous-groupe sur les finances. Cette décision est réaffirmée dans le projet de résolution sur les questions financières et budgétaires au paragraphe 25.
- *Excédent* :
Les « fonds excédentaires » résultent de sommes perçues supérieures aux dépenses prévues ou effectives au cours de l'année. Ces fonds peuvent être mis à profit pour financer de nouvelles initiatives, sur demande des Parties contractantes soumise au Secrétariat, selon les recommandations du Sous-groupe sur les finances et sur décision du Comité permanent.

1. État des contributions annuelles

Le Secrétariat présente une synthèse de l'état des contributions annuelles au 31 décembre 2024, tel que décrit dans le document SC64 Doc 9.2 Rev.1 et dans son annexe 1. En ce qui concerne les

provisions pour contributions impayées, selon les dernières estimations, la somme de 133 000 CHF serait nécessaire pour 2025. La somme de 150 000 CHF ayant été allouée, la différence serait disponible en vue d'une affectation ultérieure, lors de la 65^e réunion du Comité permanent.

Le Zimbabwe indique qu'il vient de régler son arriéré de contribution ainsi que sa contribution pour 2025.

Le Sous-groupe sur les finances recommande au Comité permanent de :

- i) prendre note de l'état des contributions annuelles au 31 décembre 2024 ;**
- ii) prendre acte de l'état des contributions annuelles mises en recouvrement au 31 décembre 2024 dans le cadre du processus d'audit ;**
- iii) prendre note des mesures énumérées aux paragraphes 14,16,17 et 18 du document SC64 Doc.9.2 Rev.1 en vue de continuer d'encourager le versement des contributions annuelles par les Parties contractantes ; et**
- iv) prendre note de l'état actuel des contributions versées par les Parties contractantes de la région Afrique décrites au paragraphe 19 du document SC64 Doc.9.2. Rev.1**

2. Rapport sur les questions financières pour 2024 et 2025

Le Secrétariat présente le document SC64 Doc.9.1, *Questions financières et budgétaires : Rapport sur les questions financières pour 2024 et 2025 (au 30 septembre 2024)*. Les recettes et les dépenses définitives pour 2024 seront confirmées lors de l'audit à venir, la publication du rapport de l'auditeur étant prévue pour avril 2025. Les états financiers vérifiés seront inclus dans le document mis à jour pour examen par le Comité permanent lors de sa 65^e réunion prévue en juillet.

Le tableau 1 ci-dessous présente une synthèse des dernières estimations de l'excédent du budget administratif 2024 à allouer (il s'agit d'une mise à jour du tableau 2 figurant dans le document SC64 Doc.9.1).

Tableau 1 : Excédent du budget administratif 2024 à allouer (en milliers de CHF) – estimation au 20 janvier 2025

I) Solde du fonds au 31 décembre 2024 selon les états vérifiés	3701
II) Estimation des dépenses nettes par rapport aux recettes en 2024	146
Réserves, approuvées et pré-engagées :	
Fonds de réserve à 15 % (paragraphe 33 de la Résolution XIV.1,)	762
Utilisation des économies pour 2025, approuvée par la COP14 (paragraphe 15 de la Résolution XIV.1)	76
Utilisation des économies pour 2025, approuvée par la COP14 (paragraphe 16 de la Résolution XIV.1)	120
Solde des reports (mise à jour du tableau 1 figurant dans le document SC64 Doc.9.1)	1120
Estimation du montant engagé pour l'utilisation temporaire des fonds de réserve sous forme de prêt afin de compléter le financement volontaire de l'appui aux délégués à la COP15	486 (au maximum)
III) Estimation du montant total des réserves, approuvées et pré-engagées	2564
IV)=I-(II+III) Estimation de l'excédent du budget administratif 2024 approuvé et pré-engagé	991

Le Secrétariat précise que l'estimation du montant du prêt destiné à compléter le financement volontaire de l'appui aux délégués à la COP15 a été modifiée suite à la réception d'un financement volontaire depuis la publication du document SC64 Doc.9.1. À titre de comparaison, un montant de

480 000 CHF avait été alloué à cette fin avant la COP14 ; au lendemain de la COP14, après calcul des recettes et des coûts réels, il restait 140 000 CHF à rembourser sur le montant total (contre 75 000 CHF au lendemain de la COP13).

Le Sous-groupe sur les finances recommande au Comité permanent de :

- i. prendre note des estimations provisoires des résultats du budget administratif pour 2024 ;***
- ii. prendre note des estimations provisoires de l'état des soldes du budget non administratif et des contributions volontaires pour 2024 ;***
- iii. prendre note de l'estimation des fonds reportés pour 2024 et 2025, telle que présentée sous la colonne C du tableau figurant à l'annexe [x] du présent rapport sur le Budget administratif 2025 ;¹***
- iv. prendre note du budget prévisionnel pour 2025, tel que présenté sous la colonne D du tableau figurant à l'annexe [x] du présent rapport sur le Budget administratif 2025 ;¹***
- v. approuver l'utilisation temporaire de fonds de réserve comme prêt pour augmenter le financement volontaire de l'appui aux délégués parrainés pour la COP15, comme décrit aux paragraphes 13, 14 et 20, pour un montant maximum de 486 000 CHF ; et***
- vi. prendre note de l'estimation des soldes excédentaires dont une synthèse figure dans le tableau 1 du présent rapport.***

3. Incidences financières possibles des projets de résolutions

Le Secrétariat présente le document SC64 Doc.9.4 Rev.1 et précise que :

- seules de nouvelles activités spécifiques ont été prises en compte dans le calcul des « jours de travail supplémentaires » nécessaires à la mise en œuvre d'un projet de résolution, les tâches correspondant à l'activité courante du Secrétariat étant comptabilisées comme nulles ; et
- les coûts estimatifs rattachés à un financement volontaire pourraient être financés à partir des fonds excédentaires du budget administratif, sur approbation du Comité permanent.

Le Sous-groupe sur les finances recommande au Comité permanent de :

- i. prendre note des incidences administratives et financières prévues des projets de résolutions soumis au Comité permanent, lesquelles seront révisées sur la base des projets de résolutions transmis pour examen à la COP15.***

4. Scénarios budgétaires pour 2026-2028 et projet de résolution sur les questions financières et budgétaires

Le Secrétariat présente les deux scénarios budgétaires (A et B) figurant dans les annexes 2 et 3 du document SC64 Doc.9.3 Rev.1 et expliqués plus en détail dans le document d'information SC64 Inf.1.

Les deux scénarios prévoient le financement de deux nouveaux postes et des augmentations de salaires conformes aux politiques de l'UICN en matière de ressources humaines, tandis que le scénario B comprend également des coûts supplémentaires liés à la COP. Ces augmentations sont décrites dans le document SC64 Doc.9.3 Rev.1, aux paragraphes 4 à 6. Les fonctions des nouveaux membres du personnel proposés sont décrites plus en détail dans le document SC64 Inf.1.

Le Secrétariat rappelle que le Groupe de travail sur le renforcement institutionnel a admis que la rémunération actuelle du personnel posait des problèmes de recrutement et de maintien des effectifs, et fait observer que :

¹ Une version actualisée du budget administratif prévisionnel proposé pour 2025 tel qu'il figure à l'annexe 3 du document SC64 Doc.9.1 sera jointe en annexe au deuxième rapport du Sous-groupe sur les finances.

- dans les deux scénarios, le montant des provisions actuelles est maintenu, et il se pourrait que les provisions pour contributions impayées doivent être portées à 450 000 CHF au cours de la prochaine période triennale, ce qui nécessiterait d'accroître les budgets de 360 000 CHF ;
- le montant prévu sous le poste A « Cadres supérieurs du Secrétariat et Gouvernance » a augmenté compte tenu de la composante « coûts salariaux » ; néanmoins, la proposition d'augmentation pour les voyages des cadres supérieurs est largement compensée par une diminution des frais de voyage sous d'autres postes budgétaires ;
- le Secrétariat compte actuellement 24,5 équivalents temps plein, contre 26 ou 26,5 au cours des périodes triennales précédentes. Les postes administratifs ont été remplacés par un seul poste de spécialiste.

À la demande d'un certain nombre de membres du Sous-groupe, le Secrétariat a préparé un troisième scénario de croissance nominale zéro. Ce « Scénario C », qui figure à l'annexe 1 du présent rapport, part des hypothèses suivantes :

- a. Le montant des dépenses liées au personnel en poste a été augmenté, comme proposé dans le cadre des scénarios A et B (voir les paragraphes 4a, 4c et 4d du document SC64 Doc.9.3 Rev.1), mais les deux nouveaux postes décrits au paragraphe 4b n'ont pas été pris en compte.
- b. Le total des coûts salariaux et des frais connexes représente 76% du budget administratif total, soit une augmentation de 796 000 CHF par rapport aux dépenses de personnel de la période triennale 2023-2025, où ce montant représentait 71% du budget administratif total.
- c. Dans le cadre du scénario C comme dans le cadre des scénarios A et B, d'autres postes budgétaires ont été ajustés (à la hausse comme à la baisse) pour tenir compte de la variation nominale nulle, globalement, qui est décrite en détail au paragraphe 4.f du document 9.3 Rev1.
- d. Les montants des autres ajustements de postes budgétaires sont indiqués à l'annexe 1.
- e. Tout comme les scénarios A et B, le scénario C part de l'hypothèse que la proposition d'utilisation de l'excédent de 2024 pour constituer des provisions pour contributions impayées sera approuvée, comme indiqué au paragraphe 5 du document SC64 Doc 9.3 Rev 1.
- f. En outre, dans le cas où le scénario C serait proposé, l'excédent pourra servir à compléter les diminutions sous certains postes budgétaires, par exemple l'appui aux initiatives régionales.

Les membres du Sous-groupe indiquent par ailleurs qu'un scénario prévoyant une augmentation d'un montant compris entre celui du scénario A et celui du scénario C pourrait être intéressant, et qu'ils souhaiteraient avoir pour plus de détails sur les missions qui seraient confiées aux nouveaux membres du personnel proposés dans le cadre des scénarios A et B et sur le calcul de l'échelle des salaires utilisé. Enfin, les membres du Sous-groupe demandent que les provisions effectives dans le cadre du scénario de croissance nominale zéro (scénario C) présenté par le Secrétariat fassent l'objet d'une discussion plus approfondie.

Le Sous-groupe sur les finances recommande au Comité permanent de :

- i. prendre note du contenu du document SC64 Doc 9.3 Rev.1 ;**
- ii. [charger le Secrétariat de présenter les scénarios ___ et ___ à la 15^e session de la Conférence des Parties contractantes ;]**

iii. approuver le projet de résolution sur les questions financières et budgétaires qui sera soumis pour examen à la COP15, tel qu'il figure à l'annexe 2 du présent document.²

5) Allocation des fonds excédentaires

Le Sous-groupe convient de discuter de l'allocation des fonds excédentaires lors de sa réunion prévue plus tard dans la semaine, après discussion en séance plénière des points connexes. Le Président du GEST propose de partager des informations sur deux demandes d'attribution de fonds excédentaires, à savoir :

- a. 40 000 CHF pour des activités liées à l'observation de la Terre - voir l'annexe 2 du présent rapport pour plus de détails.
- b. Un financement de 465 000 CHF au maximum en faveur des activités proposées dans le document SC64 Doc.20, *Projet de résolution sur la création du Partenariat pour les estimations des populations d'oiseaux d'eau et la publication de l'édition 2027 du rapport Waterbird Population Estimates*, d'un montant présenté succinctement dans le tableau 2 ci-dessous, et en fonction de la décision du Comité permanent - voir l'annexe 3 pour de plus amples détails.

² Une version actualisée du texte de l'avant-projet de résolution sera jointe en annexe au deuxième rapport du Sous-groupe sur les finances.

Tableau 2 : Montants à envisager (en CHF) pour créer le Partenariat pour l'estimation des populations d'oiseaux d'eau et élaborer le WPE2027

Actions prioritaires	Financement global (toutes actions confondues)	Financement intermédiaire	Financement minimum (50%)
1. Création d'un Partenariat mondial pour l'estimation des populations d'oiseaux d'eau	38 000	38 000	38 000
2. Élaboration du WPE27 au moyen de l'examen et de la mise à jour des estimations de populations classées prioritaires	366 000 (1600 populations)	287 000 (1255 populations)	170 000 (743 populations)
3. Enrichissement du Waterbird Populations Portal (WPP) afin de communiquer des informations sur les estimations	61 000	25 000	25 000
Budget estimatif total (première estimation) Convention sur les zones humides – Allocation des fonds excédentaires du budget administratif	465 000	350 000	233 000
Contributions volontaires ou autres nécessaires pour élaborer le WPE2027 dans son intégralité	0	115 000	232 000

6) Divers

Une Partie indique qu'elle communiquera au Président du Sous-groupe les propositions d'amendements à apporter au texte du projet de résolution figurant dans le document SC64 Doc.9.3 Rev.1.³

Le Sous-groupe convient de se réunir à nouveau le mercredi 22 janvier à 13h15.

³ Une version actualisée du texte de l'avant-projet de résolution sera jointe en annexe au deuxième rapport du Sous-groupe sur les finances.

Annexe 1

Scénario C, augmentation de 0% par rapport à la période triennale 2023-2025

Augmentation de 0%, Proposition de budget 2026-2028 pour la Convention sur les zones humides (en milliers de CHF)	Budget 2026	Budget 2027	Budget 2028	Budget total 2026-2028	Écart par rapport au budget 2023-2025
REVENUS					
Contributions des Parties contractantes	3779	3779	3779	11 337	0
Contributions volontaires	1065	1065	1065	3,195	0
Impôts	225	225	225	675	0
Revenus d'intérêts	12	12	12	36	0
MONTANT TOTAL DES REVENUS	5081	5081	5081	15 243	0
DÉPENSES					
A. Cadres supérieurs du Secrétariat et Gouvernance	1227	1229	1249	3705	536
Salaires, charges sociales et autres prestations	1170	1172	1192	3534	485
Déplacements	57	57	57	171	51
B. Mobilisation des ressources et sensibilisation	489	491	487	1467	(57)
Salaires, charges sociales et autres prestations	394	396	402	1192	136
Programme de CESP	10	10	10	30	(60)
Communications, traductions, publications et rapports	40	40	40	120	(60)
Appui et développement du Web/TI	40	40	30	110	(58)
Déplacements	5	5	5	15	(15)
C. Appui et conseils aux régions	1243	1264	1266	3773	(170)
Salaires, charges sociales et autres prestations	1188	1209	1211	3608	(134)
Déplacements	55	55	55	165	(36)
D. Appui aux Initiatives régionales	0	0	0	0	(300)
Réseaux et centres régionaux	0	0	0	0	(300)
E. Sciences et Politiques	851	848	854	2553	76
Salaires, charges sociales et autres prestations	703	710	716	2129	176
Mise en œuvre du programme du GEST	35	35	35	105	0
Déplacements de la présidence du GEST	5	5	5	15	0
Réunions du GEST	50	50	50	150	0
Service d'information sur les Sites Ramsar et Système de données pour les rapports nationaux (entretien et développement)	40	30	30	100	(100)
Déplacements	18	18	18	54	0
F. Administration	467	445	421	1333	(97)
Salaires, charges sociales et autres prestations	372	375	379	1126	133
Recrutement et indemnités de départ	55	30	16	101	(51)
Équipements/Fournitures de bureau	40	40	26	106	(179)
Planification et renforcement des capacités	0	0	0	0	0
G. Services au Comité permanent	175	175	175	525	75
Appui aux délégués du Comité permanent	45	45	45	135	0
Réunions du Comité permanent	35	35	35	105	75
Services de traduction pour le Comité permanent	60	60	60	180	0
Rapporteur et interprétation lors des réunions du Comité permanent	35	35	35	105	0

Augmentation de 0%, Proposition de budget 2026-2028 pour la Convention sur les zones humides (en milliers de CHF)	Budget 2026	Budget 2027	Budget 2028	Budget total 2026-2028	Écart par rapport au budget 2023-2025
H. Coûts des services administratifs de l'UICN (maximum)	550	550	550	1650	27
Administration, ressources humaines, services financiers & informatiques	550	550	550	1650	27
I. Divers – Fonds de réserve	79	79	79	237	(90)
Provisions pour le personnel	20	20	20	60	0
Provisions pour contributions impayées	30	30	30	90	0
Services juridiques	29	29	29	87	(90)
MONTANT TOTAL DES DÉPENSES	5081	5081	5081	15 243	0

Annexe 2

Demande de fonds excédentaires liés à l'observation de la Terre (en anglais uniquement)

Made by the Chair of the Scientific and Technical Review Panel (STRP) and the Secretariat

Resolution XIII.10, in paragraph 23, requests the Secretariat, subject to the availability of resources, to investigate the options and associated costs for working with earth observation organizations, including the Group on Earth Observations (GEO), to put earth observation (EO) data and monitoring tools at the disposal of Contracting Parties for national wetland inventories (NWI) or monitoring of changes to Wetlands of International Importance. SC57 identified the development of national wetland inventories as an urgent challenge.

Subsequently, the Secretariat has provided reports to the Standing Committee on progress made in development of national wetland inventories, best practices, and efforts made by Secretariat in supporting Contracting Parties in development and use of national wetland inventories, including the use of Earth Observation in this context. This is presented in SC57.8, SC58 Doc.9, SC59.9, SC62 Doc.9, SC63 Doc.10 and SC64 Doc. 10.

A support mechanism for Contracting Parties on development of national wetland inventories was initially presented by the Secretariat in SC62 Doc.9 and further elaborated in SC63 Doc.10. The five areas of focus of this support mechanism encompass, inter alia, implementation support including institutional partnerships, and resource mobilization. It identifies the possibility to develop an initiative for implementation support drawing on models provided by existing GEO Flagships (e.g. the GEO Land Degradation Neutrality Flagship).

Pursuant to Standing Committee Decision SC63-30, the STRP and the Secretariat organised a consultation on development of an initiative for earth observation in support of wetland inventory, assessment, monitoring and conservation. The consultation built on needs identified through in-depth interviews with Contracting Parties (presented in SC63 Inf.2) and implementation of activities under the NWI support mechanism, as well as semi-structured interviews conducted with Earth Observation experts. The consultation included organization of an Earth Observation Day held on 6 December 2024 in association with STRP27, bringing together Earth Observation experts, STRP members, observers and National Focal Points. The findings and recommendations of the consultation are made available to SC64 as an information document ([SC64 Inf.2](#)).

The consultation, inter alia, recommended establishing a 'GEO Wetlands' initiative, complementing and supporting the Convention's ongoing national wetland inventory support mechanism. This initiative would be developed and implemented in partnership with space agencies, earth observation organizations, International Organization Partners of the Convention, and the Group on Earth Observations (GEO). The report of the consultation identifies priority areas of work under the proposed initiative. The consultation further identified a need for start-up financial resources for development of the initiative, including to identify requirements and modalities for its longer-term operation.

To this end, allocation of CHF 40,000 of surplus funds is requested (in line with the funding requirement identified in SC63 Doc.10 and SC64 Doc.10, Table 1), in order to:

- develop a funding proposal including detailed descriptions of products and services of the initiative, institutional and governance arrangements and envisaged operating costs; and a

- resource mobilization strategy including identification of and engagement with potential donors (bilateral, multilateral as well as philanthropies and other donors);
- consult with and seek endorsement of and confirmation of participation in the initiative by space agencies, Earth Observation organizations and other relevant entities (note: ESA, JAXA and Wetlands International have already expressed interest based on their long-standing work in the Convention).

The requested funds would be used towards:

- expert consultant(s);
- organisation of workshops/meetings for consultation with donors and partners; and
- associated travel expenses.

Implementation would be led by the Secretariat, working closely with the STRP. The requested funds would be administered by the Secretariat, subcontracted as relevant.

The Secretariat will report on progress through reports on 'Urgent challenges to the wise use of wetlands to receive enhanced attention: Update on wetland inventories' provided to the Standing Committee, with expenditure reporting provided to the Subgroup on Finance.

Annexe 2

Demande de fonds excédentaires concernant le document SC64 Doc.20 (en anglais uniquement)



Submission from the Scientific and Technical Review Panel (STRP) to the Subgroup on Finance

Dear Members of the Subgroup on Finance,

On behalf of the STRP, I am pleased to submit the proposal for establishing the Waterbird Estimates Partnership (WEP) and producing the 2027 edition of Waterbird Population Estimates (WPE2027).

This submission responds directly to Decision SC63-31, which requested the STRP to submit recommendations for resourcing the WEP and WPE2027 in consultation with the Subgroup on Finance.

The establishment of the WEP and the development of WPE2027 are essential steps to provide adequate global data on waterbird populations, a resource critical for all Contracting Parties. Such data directly support wetland conservation, inform policy, underpin the designation of Ramsar Sites based on Criterion 6, and ensure the sustainable management of waterbird habitats. Given the scale and importance of this project, core reserve funding is necessary to ensure timely delivery of WPE2027 and to establish a Partnership to provide leadership and support. While voluntary contributions and other resources have supported similar initiatives, they are insufficient for a project of this scope and cannot guarantee the comprehensive coverage required. As it stands, information on the world's waterbird populations is between 12 and 35 years old.

The WEP will coordinate and manage data collection efforts across regions, benefiting all Parties by making up-to-date population information accessible and facilitating effective conservation planning at national and international levels. This proposal includes three funding scenarios, with STRP recommending the Comprehensive option to fully realize the project's objectives. Securing these resources by early 2023 will enable a coordinated, scientifically robust, and widely beneficial approach to waterbird population assessments.

The following submission provides details on the financing of the WEP and delivery of the WPE2027, as set out in the Chairs report to the Standing Committee ([SC64 Doc.18](#)). Further details on the WEP are also available in the draft resolution on the establishment of the WEP and the delivery of the WPE2027 ([SC64 Doc.20](#)).

We appreciate the ongoing work of the Subgroup on Finance and look forward to your feedback on this proposal, which represents a significant step toward ensuring the long-term conservation of global waterbird populations and sustainable management of wetland habitats.

Sincerely yours,

Dr Hugh Robertson

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Hugh Robertson".

Chair of the Scientific and Technical Review Panel (STRP).

Financing the establishment of the Waterbirds Estimates Partnership and delivery of the 2027 edition of Waterbird Population Estimates (WPE2027)

1. Background information

Pursuant to Decision SC63-31, the STRP, in collaboration with relevant partners, has submitted a draft resolution on the establishment of the Waterbird Estimates Partnership (WEP) and the delivery of the 2027 edition of Waterbird Population Estimates (WPE2027). This annex outlines recommendations for financing the WEP and WPE2027 before a consultation with the Subgroup on Finance in December 2024.

This annex provides detailed information regarding the financial requirements for addressing the lack of up-to-date data for priority waterbird populations through the production of WPE2027 and the establishment of the Waterbird Estimates Partnership. The WEP will oversee, coordinate, and secure resources for future updates of waterbird population estimates.

2. Resource implications for delivering WPE2027 and the WEP

The anticipated resource implications for the establishment of the Waterbird Estimates Partnership and the delivery of WPE2027 are as follows:

- **Establishment of the Partnership:** Costs associated with consultations, partner engagement, and documentation are estimated at CHF 38,000.
- **WPE2027 Updates:** The estimated cost of updating 1,600 waterbird populations across multiple regions is CHF 366,000. This includes data collation, analysis, and expert consultation.
- **Waterbird Populations Portal Maintenance:** CHF 61,000 is estimated for enhancements and bug fixes to improve the Portal's usability for Contracting Parties.

These cost estimates are based on prior experiences, including AEWA Conservation Status Reviews and similar efforts undertaken in the East Asian-Australasian Flyway Partnership. The costs reflect the comprehensive scope of the Waterbird Population Estimates updates and the long-term maintenance required for the Waterbird Populations Portal.

3. Costs Summary and Details

Below Table 1 shows the total costs necessary for delivering WPE2027 and WEP. Table 2 shows the detailed information for priority action item b) development of WPE27 for 1600 priority populations. Finally, Table 3 shows the alternative costs options in case where the core fund allocation may be complemented by the voluntary contributions.

Table 1. SUMMARY - The overall Costs for delivering WPE2027 and the WEP.

Priority actions	All populations 1600 (in CHF)
a. Establishment of a long-term global Waterbird Estimates Partnership based on consultations with potential partners (2025-2026)	38,000
b. Development of WPE27 through a review and update of 1,600 selected priority populations, not covered on latest AEWA and EAAFP CSRs	366,000

c. Waterbird Populations Portal maintenance/enhancement (including ensuring additional functionality of the WPP for enhanced ease of use by Parties)	61,000
Total CHF	465,000

Table 2 outlines the priority waterbird populations and review mechanisms for WPE2027 updates based on regional assessments.

Table 2. DETAILED - Waterbird population priorities and review mechanism for WPE2027.

Populations (no. of populations as per region / flyway in WPP)	Current review process / mechanism and resourcing assessment	Priority for a proposed WPE 2027 update	Activities with Resource implications
Resident or locally dispersing			
Africa (226)	Outdated information with no process in place	High priority	Collate, review and update to Portal
Nearctic (North America) (91)	National processes in North America exist	High priority	Assess the compatibility of available information and update the Portal
Neotropics (Central and South America and Caribbean) (200)	Outdated information with no process in place	High priority	Collate, review and update to Portal
Asia (Indo-Malay & Eastern Palearctic) (132)	Outdated information with no process in place	High priority	Collate, review and update to Portal
Oceania (incl. Australasia) (337)	National updates in Australia, New Zealand	High priority	Assess the compatibility of available information and update the Portal
Europe (35)	EU Art 12 process, linked with ERLoB, collation funded by EC/EEA	High priority	Assess the compatibility of available information and update the Portal
Migratory			
Central Asian Flyway (264)	Included in the CAF Waterbird Action Plan ¹ (264 populations, of which >140 populations are covered by AEWA CSRs) Outdated information for >124 populations with no funding or process in place is a priority	High priority	Collate, review and update to Portal
Central Pacific Flyway (& Antarctica) ² , (60)	Outdated information with no process in place	High priority	Collate, review and update to Portal

¹ See <https://www.cms.int/en/document/central-asian-flyway-action-plan-conservation-migratory-waterbirds-and-their-habitats>.

² For the Central Pacific Flyway (& Antarctica), numbers of residents and migratory populations are combined.

Populations (no. of populations as per region / flyway in WPP)	Current review process / mechanism and resourcing assessment	Priority for a proposed WPE 2027 update	Activities with Resource implications
Americas Flyways (379)	Review processes exist for waterbirds in North America (to Central America) and 79 migratory shorebird populations across the Americas	High priority	Assess the compatibility of available information and update the Portal
East Asian - Australasian Flyway (276)	EAAFP CSRs process funded by EAAFP (276 populations)	Medium priority, to address pop gaps for many families and species not included in CSR1	None
African-Eurasian Flyways (332)	AEWA CSRs process funded by AEWA (CSRs - 360 waterbird and seabird populations)	Low priority, plan in place for 2029 update	None
Total indicative costs:			366,000 CHF ²

4. Timing and implementation priorities

The timeline for setting up the Waterbird Estimates Partnership (by COP13) and producing WPE2027 by 2027 is ambitious. To meet this timeline, work on the WEP needs to commence by early January 2025, while preparations for WPE2027 should begin by mid-2025. Financial resources for initiating these key tasks is detailed in Table 1.

² A preliminary cost estimate is based on the tasks foreseen for each region/flyway depending on expected available information and anticipated work. The estimated cost of a unit population is based on the AEWA CSR8 and EAAFP CSR1 costs. The main tasks anticipated for population size assessments include: reviewing of current definition of populations and revising them based on the latest taxonomy (as per BirdLife International/Handbook of the Birds of the World); collating and reviewing existing literature for population size estimate data (for some regions, review of literature in different languages requires additional effort); aligning information with WPE definition of population estimates and boundaries; updating of population size estimates and finalizing them in consultation with experts; and generating updated derived 1% thresholds. Proposed actions for population trend assessments include reviewing literature for new population trend estimates, proposing updated population trend estimates based on a review of the latest trends and trend analysis and finalizing population trends in consultation with experts. Trend analyses using International Waterbird Census data for the limited number of Central Asian Flyway populations not currently covered by the AEWA CSR8 will be undertaken.

5. Resourcing options

Three primary resourcing options are proposed:

- **Comprehensive funding (100% allocation):** Full funding from the Convention on Wetlands, potentially through surplus funds.
- **Intermediate funding (75% allocation):** Partial funding from the Convention, supplemented by additional resource mobilization sought from Contracting Parties and other organizations.
- **Minimum funding (30% allocation):** Basic funding from the Convention, with additional resources sought from Contracting Parties and other organizations.

Engaging in additional resource mobilization activities will be critical if partial funding is available. Full delivery of results is contingent upon securing these additional resources. Table 3 outlines the costs and possible reductions in deliverables under the Intermediate and Minimum funding options.

Table 3. Alternative cost options (in CHF).

Priority actions	Comprehensive (all actions)	Intermediate* (75%)	Minimum* (50%)
1. Establishment of Waterbird Estimates Partnership	38,000	38,000	38,000
2. Delivery of WPE2027 through review and updates of priority populations	366,000 (1,600 populations)	287,000 (1,253 populations)	170,000 (743 populations)
3. Maintain the Waterbird Populations Portal to deliver WPE information	61,000	25,000	25,000
Total indicative costs (early estimate)	465,000	350,000	233,000
Convention on Wetlands – core reserve fund allocation			
Voluntary or other contributions needed to achieve full WPE2027	0	115,000	232,000

** In instances where partial funding (Intermediate/Establishment) is provided, additional resource mobilization activities will be critical to seek non-core contributions from Contracting Parties and supporting organizations; delivery of the full results will be subject to the availability of such additional resources.*

The Intermediate and Minimum funding options would significantly reduce deliverables, particularly for the WPE2027 updates. Key reductions include:

- **Waterbird Populations Portal:** Maintenance is limited to bug fixes only.

- **WPE2027 Updates:** Fewer populations updated, with 1,600 populations in the Comprehensive option, 1,233 populations in the Intermediate option, and 743 populations in the Minimum option. Prioritization will be based on factors such as conservation status, data completeness, and regional importance.

Adequate resourcing is essential to the success of the Waterbird Estimates Partnership and the production of WPE2027.

The Comprehensive funding option is recommended to ensure the full scope of updates and improvements are achieved. Should partial funding be provided, additional resource mobilization efforts will be necessary.

6. Draft Resolution

This request is part of the draft resolution on the establishment of the Waterbird Estimates Partnership (WEP) and the delivery of the 2027 edition of Waterbird Population Estimates (WPE2027) ([SC64 Doc.20](#)).